

# COUPES BUDGÉTAIRES DANS LE SECTEUR CULTUREL :

## LUTTONS CONTRE L'AUSTÉRITÉ À TOUS LES NIVEAUX DE POUVOIR !

Les nouvelles mesures d'austérité mettent des pressions supplémentaires dans un secteur qui a été déjà fortement touché depuis le début de la crise. On se rappelle les projets de coupes budgétaires de l'ancienne ministre de la Culture Fadila Laanan de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à hauteur de 50% pour les aides ponctuelles aux projets théâtraux. Mais aujourd'hui avec les nouveaux exécutifs, les assainissements continuent.

Dans une « **Lettre ouverte du secteur culturel bruxellois à tous nos élus politiques** », plus de 250 organisations bruxelloises soulignent notamment:

> Du côté de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il a été annoncé une coupe transversale de 1% sur les conventions et contrats-programmes, en sus de la pression déjà exercée sur le secteur depuis plusieurs années (non-indexation des subsides, économies dans les budgets équipements).

> Les organisations flamandes verront une réduction de leurs budgets de 7,5% à partir de 2015.

> Les institutions culturelles fédérales (Bozar, La Monnaie/De Munt et l'Orchestre National de Belgique), ainsi que les établissements scientifiques (dont les Musées royaux des Beaux-Arts et les Musées royaux d'Art et d'Histoire) devront réduire de 2,7 € millions leurs dépenses.

> Au niveau de la Région bruxelloise, le flou règne quant aux mesures liées à l'emploi au sein du secteur culturel, que ce soit par rapport aux postes ACS dont on annonce la révision du système, ou aux réductions de cotisations patronales liées aux prestations artistiques dont le mécanisme n'a pas encore été défini.

Les différentes institutions et structures culturelles qui font déjà face à des difficultés financières seront certainement obligées de licencier du personnel, si pas, elles devront réduire leur programme artistique et diminuer leurs activités. Ces mesures politiques visent à les pousser à gérer des budgets de plus en plus minces et donc à exécuter les politiques d'austérité imposées par les différents niveaux de pouvoir.

Jusqu'à là les politiques culturelles étaient soi-disant tournées vers l'autonomie et la démocratie culturelle. Mais face à la crise économique, les responsables politiques montrent leur vrai visage: nous faire payer les conséquences de la crise et les dettes publiques, le secteur culturel n'échappe pas à cette logique. Les investissements publics se basent alors davantage sur des notions d'efficacité et de rentabilité. Les institutions sont soutenues ou sanctionnées selon le niveau d'attention médiatique qu'elles attirent. Il s'agit effectivement de développer l'attractivité plutôt que le bien-être des habitants, d'attirer des investisseurs privés et du tourisme au lieu de traiter le sous-investissement du secteur public, d'inscrire la culture dans une stratégie de "city marketing" plutôt que développer l'accessibilité. La conséquence de cette logique est la même que pour les autres secteurs attaqués: dégradation des conditions de travail des travailleurs du secteur culturel et dégradation de l'accès aux arts et à la culture.

La réforme du "statut d'artiste" est aussi le reflet d'une vision d'un secteur de la culture sans créateurs. Sous le prétexte des soi-disants « abus » du système, la réforme rend l'accès aux allocations encore plus difficile et impose une diminution des revenus. L'intermittence du travail artistique, ce ne sont pas des artistes qui travaillent en dilettante, mais des travailleurs à plein temps qui sont rémunérés par intermittence.



Parti Socialiste de Lutte  
WWW.SOCIALISME.BE

Pourquoi leur travail n'est-il pas correctement rémunéré? Ne devraient-ils pas recevoir des revenus dignes, avec un vrai statut pour le coup, et sortir de la précarisation structurelle? Cette réforme fait partie des attaques généralisées contre les chômeurs. Il n'y a pourtant pas suffisamment d'emplois pour tous les demandeurs. Le secteur culturel n'échappe de nouveau pas à la logique néolibérale: un maximum de pression sur les conditions de travail afin de faire accepter n'importe quelle condition de travail.

Les travailleurs culturels ne doivent pas accepter la pression pour mettre leurs activités au service des bénéficiaires, et se contenter de vouer la plupart de leur temps à des stratégies de marketing. La manifestation massive du 6 novembre, et ses 150 000 manifestants à Bruxelles, a montré la colère qui existe parmi des couches larges de la population. Lors des trois grèves régionales ensuite, l'implication dans la résistance active contre les mesures d'austérité du gouvernement a gagné en puissance. Plus que jamais, le mouvement a intérêt à ce que se développe une dynamique qui implique tout le monde dans l'organisation du plan d'action. Le 15 décembre, sur cette lancée, peut devenir la plus grande grève générale de l'histoire du pays en nombre de participants.

Ces dernières années, nous avons trop lutté secteur par secteur, de manière isolée. La lutte contre toute la politique d'austérité nécessite un mouvement généralisé.

Aujourd'hui un tel mouvement est à l'ordre du jour. Le plan d'action devra continuer après le 15 décembre et monter crescendo jusqu'à la victoire de nos revendications. Alors pourquoi chaque secteur ne saisirait-il pas cette occasion pour construire cette lutte en y ajoutant leurs propres revendications sectorielles. Le secteur culturel et artistique pourrait s'y impliquer de cette manière, en soulignant les coupes budgétaires des différents parlements et motiver le plus grand nombre à s'impliquer dans le plan d'action.

Face aux coupes budgétaires nous devons défendre notre propre alternative. Plutôt que de couper dans nos services publics, et ce malgré les énormes pénuries déjà présentes, nous avons besoin d'un plan d'investissement public massif qui réponde aux besoins de la majorité et non aux profits d'une minorité. La culture et les arts ne sont pas différents. Avec la logique capitaliste, les grands groupes et les gros producteurs s'accaparent les parts les plus juteuses du marché et bénéficient des conditions de travail rabotées par leurs politiciens. Défendre une culture accessible à tous, un secteur artistique en dehors des objectifs de rentabilité, nécessitera de construire une société socialiste démocratique.

## **DÉBAT SYNDICAL**

### **PSL BRUXELLES**

**Ce sont les travailleurs qui produisent les richesses !**

***Comment continuer après la grève générale du 15 décembre pour faire tomber Michel 1er et toute l'austérité?***

**Avec entre autres des intervenants du secteur culturel.**

**Mercredi 17 december  
19h00 au Pianofabriek  
(35 rue du Fort, 1060 St-Gilles)**

**Tout le monde est le bienvenu!**

#### **LE PARTI SOCIALISTE DE LUTTE DÉFEND:**

- **Rétablissement total de l'indexation, négociations salariales libres et salaire minimum de 15 euros bruts de l'heure !**
- **Pas de sape des contrats de travail, stop aux contrats précaires !**
- **Bas les pattes de nos pensions. Maintien de la prépension et de la retraite anticipée. Augmentation des pensions à minimum 75% du dernier salaire avec un minimum de 1500 euros par mois!**
- **Ni chasse aux chômeurs, ni dégressivité, ni service communautaire ! Attaquons le chômage par la diminution généralisée du temps de travail à 32 heures/semaine sans perte de salaire et avec embauches compensatoires!**
- **Nationalisation des secteurs clés de l'économie sous contrôle démocratique de la collectivité !**
- **L'économie de marché chaotique et la course aux profits n'offrent aucune garantie d'emplois. Pour une économie planifiée et contrôlée démocratiquement par la collectivité : pour un socialisme démocratique et moderne !**